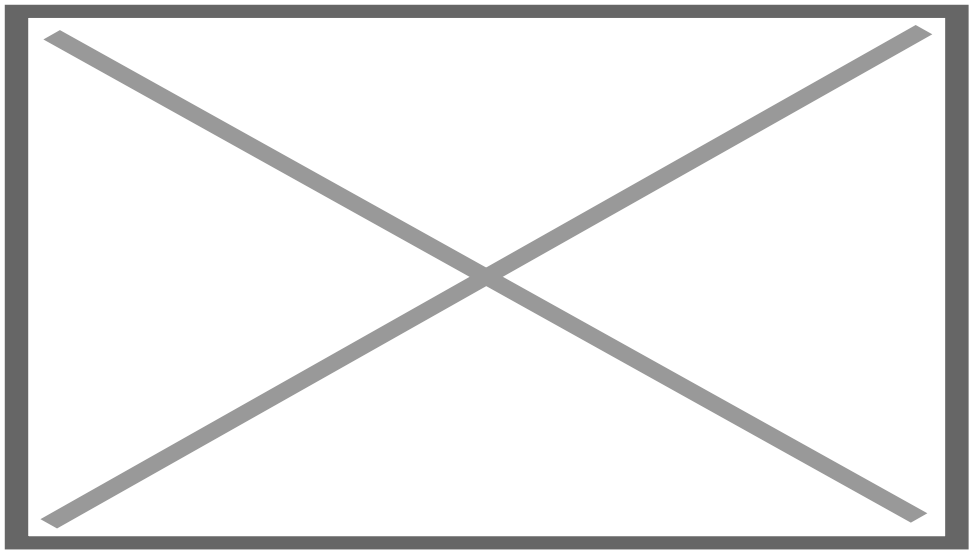
Â« Espionner ou mourir Â»

Description

Par Hamza Abu Eltarabesh, The Electronic Intifada 5 avril 2017



Ahmad, le fils dâ??Amal Shubeir, nÃ© avec une dÃ©ficience cardiaque, sâ??est vu refuser un permis de circuler pour traitement mÃ©dical aprÃ¨s que sa famille ait refusÃ© de collaborer avec les renseignements israÃ©liens. Il est mort en janvier. (photo autorisÃ©e par la famille Shubeir)

Quand vous entrez par la porte principale, la premiÃ¨re chose que vous voyez, câ??est une grande photographie dâ??un adolescent souriant. Câ??est simple et chaleureux, le genre de chose que vous trouveriez dans une maison heureuse.

Mais ce nâ??est pas une maison heureuse.

La maison appartient Ã lâ??avocat Hasan Shubeir, 54 ans, et la photographie est celle de son fils Ahmad, qui est mort dâ??une dÃ©faillance cardiaque en janvier Ã lâ??Ã¢ge de 17 ans. Mais ceci, dit son pÃ¨re, ne dit quâ??une fraction de lâ??histoire. Ahmad avait peut-Ãªtre une affection cardiaque mais, en rÃ©alitÃ©, il a Ã©tÃ© victime dâ??un chantage israÃ©lien.

Des histoires comme celle dâ??Ahmad Shubeir ne sont pas rares Ã Gaza. CoupÃ©s du reste du monde et avec des Ã©quipements de santÃ© dÃ©labrÃ©s, les Palestiniens de Gaza qui ont besoin de soins mÃ©dicaux importants et spÃ©cialisÃ©s doivent pouvoir compter sur des soins de santÃ© Ã lâ??extÃ©rieur.

Ceci signifie essentiellement aller en IsraÃ«l ou en Cisjordanie, ce qui requiert lâ??autorisation de lâ??armÃ©e israÃ©lienne qui a mis en place un rÃ©gime de permis hautement restreint depuis 2003. Par consÃ©quent, disent les militants des droits de lâ??Homme et les familles, les patients et leurs proches sont susceptibles de subir chantage et pressions pour quâ??ils espionnent pour IsraÃ«l.

Ce nâ??est pas un phÃ©nomÃ¨ne nouveau et lâ??association MÃ©decins pour les Droits de lâ??Homme-IsraÃ«l a surveillÃ© ce genre de coercition, surtout en ce qui concerne Gaza. Dâ??aprÃ¨s son dernier rapport, les malades palestiniens sont confrontÃ©s Ã une tendance vers des Â« interrogatoires soutenus Â», exacerbÃ©e par une Â« croissance dÃ©concertante Â» du nombre de demandes de permis mÃ©dicaux rejetÃ©es en 2016.

Assez vieux pour collaborer

Câ??est ce qui est arrivÃ© Ã Ahmad, a dit son pÃ¨re Ã The Electronic Intifada.

Ahmad est nÃ© avec une dÃ©ficience cardiaque congÃ©nitale qui nÃ©cessitait un traitement rÃ©gulier en IsraÃ«l. Il y est allÃ© quelque 40 fois durant sa courte vie, selon sa famille.

DÃ©cembre 2015, dit la famille, a reprÃ©sentÃ© la premiÃ¨re tentative des fonctionnaires de lâ??Agence de SÃ©curitÃ© israÃ©lienne â?? lâ??agence nationale de renseignements dâ??IsraÃ«l, Ã©galement connue comme la Shabak ou le Shin Bet â?? pour faire pression sur lâ??enfant et sa mÃ¨re, Amal 40 ans, qui lâ??accompagnait au checkpoint dâ??Erez, pour quâ??ils espionnent pour IsraÃ«l. Manifestement, pense la famille, il avait grandi et on voyait en lui un collaborateur potentiel.

Tout au long de 2016, mÃªme alors que son Ã©tat empirait, la pression sâ??intensifia. Les permis dâ??entrer en IsraÃ«l, que lâ??enfant avait toujours pu obtenir, ont soudain cessÃ© dâ??Ãªtre dÃ©livrÃ©s. Ahmad et sa mÃ¨re sont allÃ©s pour une derniÃ¨re fois en visite Ã lâ??hÃ´pital Tel Hashomer de Tel Aviv en avril 2016 pour le prÃ©parer Ã lâ??opÃ©ration Ã coeur ouvert programmÃ©e pour septembre. Mais ce fut la derniÃ¨re fois quâ??il eut le droit de passer.

On lui refusa les autorisations de voyager pour lâ??opÃ©ration. Par contre, la famille a reÃ§u une assignation Ã comparaÃ®tre pour interrogatoire par lâ??Agence de SÃ©curitÃ© israÃ©lienne au checkpoint dâ??Erez.

Amal a racontÃ© son histoire Ã Bâ??Tselem, organisation israÃ©lienne de droits de lâ??Homme. Amal et son mari ont tous deux expliquÃ© que, en novembre 2016, Ahmad et son pÃ¨re Ã©taient allÃ©s tÃ´t dans la matinÃ©e au checkpoint dâ??Erez oÃ¹ ils avaient dÃ» subir un Â« interrogatoire Â» pendant 12 heures, selon les mots de Hassan, dans lâ??intention de les transformer, lâ??un ou tous les deux, en espions pour IsraÃ«l.

Ils ont tous les deux refusÃ©. Â« Nous aimons notre pays et notre peuple plus que vous ne le faites Â», câ??est ce que Hasan dit avoir dit au fonctionnaire du renseignement.

Ahmad nâ??a plus jamais eu de permis, mÃªme alors que des rendez-vous successifs lui ont Ã©tÃ© donnÃ©s par lâ??hÃ´pital Tel Hashomer. Alors, le 14 janvier 2017, Ahmad sâ??est rÃ©veillÃ© de bonne heure et a aidÃ© sa mÃ¨re dans des tÃ¢ches mÃ©nagÃ¨res. FatiguÃ©, il est parti se recoucher.

Â« Il a fermÃ© les yeux et ne les a jamais plus ouverts Â», a dit sa mÃ¨re. Â« Il est mort, juste comme Ã§a. Â»

Cruel, inhumain, dÃ©gradant

Ce systÃ¨me de permis et le contrÃ´le dâ??IsraÃ«l sur la circulation des personnes fait du checkpoint dâ??Erez un Â« piÃ¨ge Â» pour les patients vulnÃ©rables et leurs parents, selon Issam Younis, directeur du Centre Al Mezan pour les Droits de lâ??Homme.

En 2016, au checkpoint dâ??Erez, Al Mezan a dÃ©comptÃ© 44 arrestations, dont quatre malades, selon Younis, tandis que des centaines se voyaient simplement refuser lâ??autorisation de passer pour Â« raison de sÃ©curitÃ© Â».

En dÃ©cembre Bâ??Tselem a expliquÃ© que le nombre de patients pressentis convoquÃ©s pour interrogatoire au checkpoint dâ??Erez sâ??Ã©tait dramatiquement accru lâ??annÃ©e derniÃ¨re, avec 601 demandeurs de permis retenus pour interrogatoire en 2016, comparÃ©s aux 146 en 2015 et aux 179 en 2014.

Au mÃªme moment, MÃ©decins pour les Droits de lâ??Homme a dÃ©noncÃ© une Â« augmentation troublante Â» du nombre de demandeurs de permis refoulÃ©s, calculant que le taux de dÃ©livrance de permis avait chutÃ© dâ??environ 13 pour cent, comparÃ© Ã celui de 2015.

Al Mezan a trouvÃ© une baisse encore plus marquÃ©e de presque 17 pour cent dans le taux de permis dÃ©livrÃ©s et dÃ©finit le traitement des patients Ã Erez comme Â« cruel, inhumain et dÃ©gradant Â».

Lâ??association de droits de lâ??Homme a demandÃ© une enquÃªte indÃ©pendante sur la mort dâ??Ahmad et dâ??autres cas similaires.

Deux cas semblables sont ceux de Nirmeen Abu Yousif et de Zein al-Deen Samour.

En 2014, Abu Yousif, mÃ¨re de deux enfants, a perdu connaissance. Puis cela sâ??est rÃ©pÃ©tÃ©. Quand ces pertes de conscience devinrent rÃ©currentes, elle est allÃ©e Ã lâ??hÃ´pital. Les mÃ©decins diagnostiquÃ¨rent une maladie du foie avancÃ©e causÃ©e par une hÃ©patite C et dÃ©cidÃ¨rent quâ??elle avait besoin dâ??une transplantation dâ??urgence. AprÃ¨s beaucoup de retard Ã Erez, elle a dâ??abord Ã©tÃ© dirigÃ©e sur lâ??hÃ´pital national universitaire An-Najah de Naplouse, oÃ¹ les mÃ©decins nâ??ont rien pu faire pour elle.

AprÃ¨s quelques atermoiements â?? son mari est membre du Hamas â?? le bureau du leader de lâ??AutoritÃ© Palestinienne Mahmoud Abbas a finalement facilitÃ© son transfert Ã lâ??hÃ´pital Hadassah de JÃ©rusalem. Mais une fois lÃ , elle a dÃ©pÃ©ri tandis que sa sÅ?ur Samira, pressentie pour le don dâ??organe, nâ??a pas pu obtenir un permis pour se rendre Ã JÃ©rusalem.

Câ??est alors, a dit son mari Luay Qufaisha 35 ans, quâ??il a commencÃ© Ã recevoir des appels tÃ©lÃ©phoniques venant dâ??un bureau de renseignements israÃ©lien.

Qufaisha avait Ã©tÃ© lâ??un des prisonniers libÃ©rÃ©s dans un accord de 2011 et avait Ã©tÃ© transfÃ©rÃ© de force Ã Gaza. Ses 10 annÃ©es de prison â?? il avait Ã©tÃ© dÃ©clarÃ© coupable de lâ??assassinat dâ??un prÃ©tendu espion israÃ©lien dans sa ville natale dâ??HÃ©bron en Cisjordanie â?? lâ??avaient habituÃ© aux Ã©changes avec les enquÃªteurs, mais il Ã©tait encore sous le choc dâ??avoir Ã subir un chantage impliquant la santÃ© de sa femme.

Â« Il marchandait avec moi en se servant de la vie de ma femme pour que je devienne un espion Â», a dit Qufaisha Ã The Electronic Intifada, tout en feuilletant un album de photos de sa dÃ©funte femme.

Le marchandage a Ã©chouÃ©. Ã?t mÃªme si le pÃ¨re dâ??Abu Yousif a pu, en passant par le bureau du Premier ministre Rami Hamdallah Ã Ramallah, assurer le passage de Nirmeen pour Ãªtre traitÃ©e en Turquie, câ??Ã©tait trop tard. Elle est morte aprÃ¨s Ãªtre arrivÃ©e en Turquie en fÃ©vrier 2016.

Samira aide maintenant Ã prendre soin des deux enfants, Nafez 4 ans et Eileen 2 ans.

Â« Elle me manque. Et mon coeur se brise chaque fois que les enfants la rÃ©clament et demandent quand elle va revenir. Â»

La longue route vers la justice

Zein al-Deen Samour est nÃ© avec une malformation cardiaque congÃ©nitale qui a amenÃ© les mÃ©decins de Gaza Ã lâ??envoyer immÃ©diatement pour Ãªtre traitÃ© en IsraÃ«l. En janvier 2013, Hidaya al-Tattar, 28 ans, la mÃ¨re de Zein al-Deen, a emmenÃ© le bÃ©bÃ© Ã lâ??hÃ´pital Tel Hashomer de Tel Aviv oÃ¹ il a reÃ§u ce qui Ã©tait supposÃ© Ãªtre le premier stade dâ??une sÃ©rie de processus sur son coeur.

On lâ??a renvoyÃ©e chez elle avec instructions de ramener lâ??enfant dans deux ans. Huit mois aprÃ¨s cette visite, a dit Hidaya Ã The Electronic Intifada, elle a reÃ§u un appel dâ??une femme qui disait quâ??elle travaillait au checkpoint dâ??Erez.

Hidaya a eu immÃ©diatement des soupÃ§ons. La femme Ã©tait au courant du problÃ¨me cardiaque de Zein al-Deen et proposait son aide. A une condition : Â« Aidez nous et nous vous aiderons Â», câ??est la formulation quâ??Hidaya a retenue.

Hidaya nâ??a pas acceptÃ©. Mais lorsquâ??elle a Ã nouveau essayÃ© dâ??obtenir un permis pour Zein al-Deen, on le lui a refusÃ©. Sa seule option Ã©tait de chercher un traitement ailleurs, mais la seule autre sortie de Gaza, câ??est Rafah, passage vers lâ??Egypte qui nâ??est ouvert que de faÃ§on intermittente.

Mais, avant quâ??Hidaya et Zein al-Deen rÃ©ussissent Ã passer, du temps sâ??Ã©tait Ã©coulÃ©. Le garÃ§on est mort en fÃ©vrier 2016 en Turquie, pendant une suite de processus qui arrivait trop tard.

Â« Ils mâ??ont demandÃ© de vendre ma patrie et mon peuple contre la vie de mon bÃ©bÃ© Â», a dit Hadaya.

Son mari, Sharif 35 ans, a dit : Â» Je tiens IsraÃ«l pour responsable. Je veux que ceux qui sont responsables soient jugÃ©s dans un tribunal international. Il sâ??agit de crimes contre lâ??humanitÃ©. Â»

Que la famille ait jamais lâ??occasion de voir ce genre dâ??enquÃªte est cependant hautement improbable. IsraÃ«l allÃ¨gue rÃ©guliÃ¨rement des risques sÃ©curitaires pour justifier lâ??empÃªchement pour des patients de recevoir leurs traitements, risques sÃ©curitaires que le droit israÃ©lien ne contraint pas lâ??armÃ©e Ã expliciter.

Mais pour les Palestiniens, les pressions et les exactions infligÃ©es aux personnes vulnÃ©rables sont clairement une violation des normes concernant les droits de lâ??Homme, a dit Ramy Abu du ContrÃ´le Euro-MÃ©diterranÃ©en des Droits de lâ??Homme.

Â« IsraÃ«l a exploitÃ© le siÃ¨ge Ã©touffant et les besoins des Palestiniens de Gaza de partir pour leur travail, leurs Ã©tudes ou leurs traitements mÃ©dicaux Â», a-t-il dit Ã The Eectronic Intifada.

Et câ??est une accusation dont MÃ©decins pour les Droits de lâ??Homme-IsraÃ«l se fait lâ??Ã©cho. Dans son dernier rapport sur le contrÃ´le par IsraÃ«l de la circulation des personnes Ã Gaza, lâ??organisation critique le Â« comportement problÃ©matique Â» dans des endroits comme le checkpoint dâ??Erez, comportement qui dÃ©coule de la politique du gouvernement israÃ©lien.

Â« Cette politique comprend le piÃ©tinement constant des droits fondamentaux des habitants palestiniens qui vivent sous contrÃ´le israÃ©lien, et spÃ©cialement leur droit Ã la santÃ©, Ã la vie et Ã la dignitÃ©. Â»

Hamza Abu Eltarabesh est une journaliste de Gaza.

Traduction : J. Ch. pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine

Source : The Electronic Intifada

date crÃ©Ã©e
2017/04/14